

Travailler à disséminer des instruments de défense contre les mécanismes du pouvoir et de la domination

Les dominants, qui ne trouvent rien à redire au monde tel qu'il est, ont partie liée avec « le bon sens » qui dit que ce qui est doit être et ne saurait être autrement. Le bon sens des dominants accrédite, par exemple, la confusion banale entre nature et culture, entre ordre social et ordre naturel. Ainsi l'idéologie du don prétend-elle rendre compte des inégalités scolaires par des inégalités « naturelles » (de « talent » ou de patrimoine génétique). C'est le même genre de croyance qui soutient les mobilisations en faveur de la famille traditionnelle supposée, elle aussi, « naturelle ». Et c'est encore le même bon sens qui s'efforce de faire passer les axiomes du capitalisme néolibéral – la recherche du profit maximum, les bienfaits de la concurrence libre et non faussée, l'incapacité économique de l'État, etc. – pour un horizon « rationnel » indépassable. Exercer le pouvoir symbolique, c'est amener les dominés à croire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles et convaincre ceux qui en douteraient qu'il n'y a pas d'alternative. Déclinée sous diverses formes, la doxa néolibérale est aujourd'hui hégémonique dans l'arène politique et dans l'univers médiatique. Dans le champ intellectuel, comme dans les programmes scolaires, elle gagne du terrain et c'est une des raisons pour lesquelles l'ordre règne...

A contrario, c'est aussi une raison pour appeler les sciences sociales critiques à tenter de se faire entendre. Tolérables dans la mesure où elles étudient des objets sans grande importance, encensées quand elles ménagent et aménagent l'ordre établi, les sciences sociales, dès lors qu'elles dévoilent des choses cachées ou refoulées à propos de l'ordre social (« il n'y a de science que de ce qui est caché ») se voient récuser leur prétention à être des sciences comme les autres. C'est ainsi que tout énoncé qui contredit les idées reçues est exposé au soupçon de parti pris idéologique. C'est aussi pourquoi les sciences sociales sont de plus en plus exposées à l'hétéronomie par les pressions externes (matérielles et institutionnelles) et par la concurrence interne entre chercheurs (les plus hétéronomes ayant, par définition, plus de chances de s'imposer contre les plus autonomes en s'ajustant à « la demande étatique » et en se soumettant à la logique de l'applaudimètre ou de l'Audimat).

Mais si l'autonomie est une condition nécessaire de la scientificité des sciences sociales, le confinement entre pairs neutralise leur portée virtuelle. Le dévoilement des mécanismes et des stratégies de domination peut, en effet, contribuer à les contrecarrer, en libérant les forces potentielles de résistance et de refus neutralisées par la méconnaissance. C'est ainsi que contre « la vertu scientifique mal comprise qui interdit à l'homo academicus de se mêler aux débats plébéiens du monde journalistique et politique » et sans céder pour autant aux illusions de la logothérapie, Bourdieu en était venu à appeler à « une politique d'intervention dans le monde social qui obéisse, autant que possible, aux règles en vigueur dans le champ

scientifique ». Ce genre d'engagement implique un double devoir de « réflexivité » et de « scientificité ». La réflexivité passe par la critique de l'autorité intellectuelle comme arme politique, par le contrôle du biais scolastique et par la vigilance à l'égard de la propension au « radicalisme de campus ». Quant au devoir de scientificité, en un temps où la loi fixe comme objectif à la science de se mettre au service de la compétitivité de l'économie (i.e. de l'accroissement des dividendes), il impose d'abord la défense de l'autonomie et du professionnalisme, mais il implique aussi le renoncement à l'essayisme et au prophétisme de l'intellectuel à l'ancienne, présent sur tous les fronts et supposé omniscient. D'où la nécessité, pour pallier la division du travail scientifique et conjurer les facilités de l'essayisme, de la construction d'un intellectuel collectif dont les fonctions sont à la fois négatives (critiques) et positives (constructives). Côté critique, il s'agit de travailler à disséminer des instruments de défense contre les mécanismes du pouvoir et de la domination qui s'arment le plus souvent de l'autorité de la science (celle à prétention scientifique des « experts »). Côté constructif, il s'agit de créer, contre le volontarisme irresponsable et le fatalisme scientiste, les conditions sociales d'une production collective d'utopies réalistes s'appuyant sur la connaissance du probable pour faire advenir le possible.

Mais il s'agit aussi et peut-être surtout de surmonter les multiples obstacles à la diffusion des sciences sociales critiques : les difficultés et les lenteurs de leur élaboration qui font qu'elles arrivent presque toujours après la bataille, leur complexité inévitable qui dissuade les plus démunis de s'y risquer, les résistances qu'opposent les idées reçues et les convictions premières, mais aussi les obstacles matériels de toutes sortes (à commencer par ceux auxquels sont aujourd'hui confrontées les maisons d'éditions et les librairies indépendantes) ou les obstacles institutionnels (comme certaines réformes des programmes de lycée), etc. En appelant à des états généraux des sciences sociales critiques, le 6 décembre prochain à la Bourse du travail (3, rue du Château-d'Eau, Paris 10e, métro République), il s'agit à la fois de confronter des expériences et des travaux issus de disciplines distinctes, de traditions théoriques et méthodologiques diverses, d'identifier des lacunes et des priorités, de partager ce qui peut l'être pour tenter de sortir ensemble de la quasi-clandestinité où les sciences sociales critiques sont aujourd'hui confinées et d'interpeller ainsi ce que « le bon sens » (« la chose du monde la mieux partagée ») tient pour des évidences.

Nous ne pourrons le faire qu'ensemble, enseignants, chercheurs, syndicalistes, éditeurs, libraires, journalistes, et tous ceux qui se sentent concernés. Nous voulons le faire ensemble. Nous allons le faire ensemble. *Savoir/Agir*, *Champ libre aux sciences sociales*, *Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique*, *l'Homme et la Société*, etc.

La liste complète des 280 signataires :

Catherine Achin (politiste, université Paris Est Créteil)

Bruno Ambroise (philosophe, université de Picardie)

Bastien Amiel (doctorant en science politique, université Paris Ouest)
Jean-Loup Amselle (anthropologue, EHESS)
Pierre Ancet (philosophe, université de Bourgogne)
Sylvie Aprile (historienne, université Lille 3)
Clément Arambourou (politiste, université de La Rochelle)
Paul Arnault (sociologue, EHESS)
Martina Avanza (sociologue, université de Lausanne)
Christelle Avril (sociologue, université Paris 13)
Ludivine Bantigny (historienne, université de Rouen)
Lorenzo Barrault-Stella (politiste, CNRS)
Michel Barthélémy (sociologue, CNRS)
Gérard Baudin (sociologue, ministère de la culture)
Stéphane Beaud (sociologue, université Paris Ouest)
Choukri Ben Ayed (sociologue, université de Limoges)
Nicolas Belorgey (sociologue, CNRS)
Sophie Bérout (sociologue, université Lyon 2)
Celine Bessiere (sociologue, université Paris Dauphine)
Jacques Bidet (philosophe, université Paris Ouest)
Didier Bigo (politiste, King's Collège de Londres)
Emilie Biland (politiste, université Rennes 2)
Daniel Blondet (syndicaliste, Ministère de la Recherche et de l'enseignement supérieur)
Loïc Blondiaux (politiste, université Paris 1)
Beatrice Bloch (maitre de conférence en littérature française, université Bordeaux 3)
Thomas Boccon-Gibod (philosophe, Sophiapol, université Paris Ouest)
Romuald Bodin (sociologue, université de Poitiers)
Laurent Bonelli (politiste, université Paris Ouest)
Stéphane Bonnéry (sciences de l'éducation, université Paris 8)
Sylvain Bordiec (sociologue, université de Bordeaux)
Anne Bory (sociologue, université Lille 1)
Florence Bouillon (sociologue, université Paris 8)
Ali Boulayoune (sociologue, université de Lorraine)
Vincent Bourdeau, (philosophe, université de Franche-Comté)
Nicolas Bué (politiste, université de Nice)
Pierre Basseur (sociologue, université Lille 1)
Constantin Brissaud (doctorant en sociologie, université de Strasbourg)
Fabienne Brugère (philosophe, université Paris 8)
Eric Brun (sociologue, CSE EHESS)
Ivan Bruneau (politiste, université Lyon 2)
Patrick Bruneteaux (sociologue, université Paris 1)
Isabelle Bruno (politiste, université Lille 2)
Marie Buscatto (sociologue, université Paris 1)
François Buton (politiste, CNRS)
Claude Calame (anthropologue, EHESS)

Coline Cardi (sociologue, Paris 8)
Christophe Charle (historien, université Paris 1)
Robert Charvin (agrégé des Facultés de Droit, université de Nice)
Vincent Chambarlac (historien, université de Bourgogne)
Sylvie Chaperon (historienne, université de Toulouse)
Vincent Charbonnier (philosophe, université Lyon 2)
Isabelle Charpentier (sociologue, université de Picardie)
Michel Chauvière (sociologue, CERSA, CNRS)
Olivier Chavanon (sociologue, université de Savoie)
Aurore Chéry (doctorante en histoire, Université Lyon 3)
Pauline Clech (doctorante en sociologie, Science Po/OSC)
Anaïs Collet (sociologue, université de Strasbourg)
Annie Collovad (sociologue, université de Nantes)
Fanny Colonna (sociologue, CNRS)
Sonia Combe (historienne, université Paris Ouest)
Jean-Baptiste Comby (sociologue, université Paris 2)
Raphael Cos (politiste, université Lille 2)
Christel Coton (sociologue, université Paris 1)
Pierre Cours-Salies (sociologue, université Paris 8)
Martine Court (sociologue, université de Clermont-Ferrand)
Bruno Cousin (sociologue, université Lille 1)
Alexis Cukier (philosophe, université de Poitiers)
Alain Dalançon (historien, président de l'IRHSES)
Fanny Darbus (sociologue, université de Nantes)
Marielle Debos (politiste, université Paris Ouest)
Laurence De Cock (professeur d'histoire géographie, université Lyon 2)
Marine Delassalle (politiste, Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg)
Xavier De Larminat (sociologue, université Saint Louis Bruxelles)
Christine Delphy (sociologue, CNRS)
Jean-Luc Deshayes (sociologue, université de Lorraine)
Sophie Desrosiers (anthropologue, EHESS)
Claude Didry (sociologue, CNRS)
Paul Dirkx (sociologue, université de Lorraine)
Keith Dixon (angliciste, université Lyon 2)
Etienne Douat (sociologue, université de Poitiers)
François-Xavier Dudouet (sociologue, université Paris Dauphine)
Jacques Dubois (sociologue, université de Liège)
Vincent Dubois (sociologue, université de Strasbourg)
Jean-Numa Ducange (historien, université de Rouen)
Anne Dufresne (sociologue, université catholique de Louvain)
Julien Dufour (sociologue, université de Lorraine)
Eloïse Durand (ethnologue-géographe, université Bordeaux 3)
Mireille Eberhard (sociologue, UPEM)
Laurence Ellena (sociologue, université de Poitiers)
Fabien Eloire (sociologue, université Lille 1)

Philippe Enclos (juriste, université Lille 2)
Nathalie Ethuin (politiste, université Lille 2)
Eric Fassin (sociologue, Ecole Normale Supérieure)
Jean-Michel Faure (sociologue, université de Nantes)
Benjamin Ferron (sciences de l'information et de la communication, université Paris Est)
Yann Fiévet (professeur de Sciences Economiques et Sociales, lycée Jean-Jacques Rousseau de Sarcelles)
Olivier Fillieule (sociologue, université de Lausanne)
Aurore Flipo (sociologue, IEP de Grenoble)
Fabrice Flipo (philosophe, université Paris 7)
Bernard Floris (sociologue, université Grenoble 3)
Anne Fretel (économiste, université Lille 1)
Cedric Frégné (sociologue, université Paris Est Créteil)
Philippe Fritsch (sociologue, université Lyon 2)
Artemisa Flores Espinola (sociologue, CRESPPA-CSU)
Richard Gaillard (sociologue, université d'Angers)
Marie-Carmen Garcia (sociologue, université Toulouse 3)
Sandrine Garcia (sociologue, université Paris Dauphine)
Alain Garrigou (politiste, université Paris Ouest)
Christophe Gaubert (sociologue, université de Limoges)
Franck Gaudichaud (politiste, université de Grenoble)
Florence Gauthier (historienne, université Paris 7)
Vincent Gay (doctorant en histoire, université d'Evry)
Bertrand Geay (sociologue, université de Picardie)
Julie Gervais (politiste, université Paris 1)
Dominique Glaymann (sociologue, université Paris Est Créteil)
Charlotte Girard (constitutionnaliste, université Paris Ouest)
Frédéric Gonthier (politiste, Sciences Po Grenoble)
Roland Gori (professeur de psychopathologie, université d'Aix-Marseille)
Vincent Goulet (sociologue, université de Lorraine)
Juliette Grange (philosophe, université de Tours)
Fabien Granjon (sociologue, université Paris 8)
Mathieu Grégoire (sociologue, université de Picardie)
Soraya Guénifi (historienne, université Paris 1)
Caroline Guibet-Lafaye (philosophe, CNRS)
Fabrice Guilbaud (sociologue, université de Picardie)
Thierry Guilbert (linguiste, université de Picardie)
Nicolas Guirimand (sociologue, université de Rouen)
Ozgur Gün (économiste, université de Reims)
Henri Eckert (sociologue, université de Poitiers)
Abdellali Hajjat (politiste, université Paris Ouest)
Innana Hamati-Ataya (politiste, Aberystwyth University)
Guy Haudebourg (agrégé d'histoire-géographie)
Johan Heilbron (sociologue, CESSP, CNRS, EHESS)

Charles Heimberg (historien, université de Genève)
Nicolas Hube (politiste, université Paris 1)
Sabina Issehnane (économiste, université Rennes 2)
Frank Jablonka (sociolinguiste, université de Picardie)
Lionel Jacquot (sociologue, université de Lorraine)
François Jarrige (historien, université de Bourgogne)
Gisèle Jean (IUFM Poitou Charentes)
Fanny Jedlicki (sociologue, université du Havre)
Anne Jollet (historienne, coordinatrice des Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique)
Daniele Kergoat (sociologue, CNRS)
Michel Koebel (sociologue, université de Strasbourg)
Rose-Marie Lagrave (sociologue, IRIS, EHESS)
Bernard Lacroix (politiste, université Paris Ouest)
Jérôme Lamy (historien, université Versailles St Quentin en Yvelines)
Yvon Lamy (sociologue, université de Limoges)
Christian Laval (sociologue, université Paris Ouest)
Fanny Layani (doctorante en histoire, université Paris 1)
Frédéric Lebaron (sociologue, université Versailles St Quentin en Yvelines)
Frédérique Leblanc (sociologue, université Paris Ouest)
Guillaume Le Blanc (philosophe, université Bordeaux 3)
Florent Lebot (historien, université d'Evry Val d'Essonne)
Jacques Le Bohec (professeur de sciences de l'éducation, université Lyon 2)
Bleuwenn Lechaux (politiste, université Rennes 2)
Catherine Leclercq (sociologue, université de Poitiers)
Rémi Lefebvre (politiste, université Lille 2)
Alain Legardez (professeur en sciences de l'éducation, ESPE AMU)
Philippe Légié (économiste, université de Picardie)
Patrick Lehingue (politiste, université de Picardie)
Gérard Leidet (historien, collaborateur du Maitron)
Sébastien Lemerle (sociologue, université Paris Ouest)
Remi Lenoir (sociologue, CSE EHESS)
Claire Le Strat (sociologue, déléguée générale de la Fondation Copernic)
Daniele Linhart (sociologue, GTM CNRS)
Wenceslas Lizé (sociologue, université de Poitiers)
Cedric Lomba (sociologue, CRESPA CSU)
Frédéric Lordon (économiste, CNRS)
Catherine Louveau (sociologue, Université Paris Sud)
Fabienne Maillard (professeur en sciences de l'éducation, université Lille 3)
Chowra Makaremi (sociologue, IRIS CNRS)
Pascal Marichalar (sociologue, CNRS)
Pascal Martin (sociologue, université Paris 13)
Igor Martinache (sociologue, université Paris Est)
Gérard Mauger (sociologue, CNRS)
Christine Mennesson (sociologue, université Toulouse 3)

Helène Michel (sociologue, université de Strasbourg)
Julian Mischi (sociologue, INRA)
Vincent Moeneclaey (sociologue, université Versailles St Quentin en Yvelines)
Sylvie Monchatre (sociologue, université de Strasbourg)
Christian de Montlibert (sociologue, université de Strasbourg)
Quidora Morales La Mura (sociologue, université de Lorraine)
Jose Luis Moreno Pestana (philosophe, université de Cadix)
Léonard Moulin (économiste, université Paris 7)
Pierre Musso (philosophe, université Rennes 2)
Corinne Nativel (géographe, université Paris Est)
Delphine Naudier (sociologue, CNRS)
Erik Neveu (politiste, Institut d'Etudes Politiques de Rennes)
Frédéric Neyrat (sociologue, université de Limoges)
Sophie Noel (sociologue, université Paris 13)
Janine Olmi (historienne, université Nancy 2)
Julien O'Miel (politiste, université Lille 2)
Alexandra Oeser (sociologue, université Paris Ouest)
Julie Pagis (politiste, CNRS)
Ugo Palheta (sociologue, université Lille 3)
Paul Pasquali (sociologue, CNRS)
Cécile Péchu (sociologue, université de Lausanne)
Agnes Pélage (sociologue, université Paris Est)
Willy Pelletier (sociologue, université de Picardie)
Claude Pennetier (historien, CNRS)
Bruno Pequignot (sociologue, université Paris 3)
Roland Pfefferkorn (sociologue, université de Strasbourg)
Michel Pialoux (sociologue, CNRS)
Michel Pigenet (historien, université Paris 1)
Monique Pinçon-Charlot (sociologue, CNRS)
Michel Pinçon (sociologue, CNRS)
Patrice Pinell (sociologue, CNRS)
Louis Pinto (sociologue, CNRS)
Laure Pitti (sociologue, université Paris 8)
Odile Piriou (sociologue, université de Reims)
Pascal Plantard (anthropologue, université Rennes 2)
Sophie Pochic (sociologue, CNRS)
Claude Poliak (sociologue, CNRS)
Raphael Porteilla (politiste, université de Bourgogne)
Nicolas Postel (économiste, université Lille 1)
Marie-Pierre Pouly (sociologue, université de Limoges)
Genevieve Pruvost (sociologue, CNRS)
Bernard Pudal (politiste, université Paris Ouest)
Romain Pudal (sociologue, CNRS)
Jean-Marie Quairiel (directeur de CIO retraité)

Cécile Rabot (sociologue, université Paris Ouest)
Gilles Raveneau (ethnologue, université de Paris Ouest)
Philippe Régnier (CNRS, direction du LIRE)
Nicolas Renahy (sociologue INRA)
Emmanuel Renault (philosophe, université Paris Ouest)
Elen Riot (ethnologue, université de Reims)
Michele Riot-Sarcey (historienne, université Paris 8)
Clément Rivière (sociologue, université Paris Est)
Jean-Yves Rochex (sociologue, université Paris 8)
Nicolas Roinsard (sociologue, université de Clermont-Ferrand)
Joseph Romano (sociologue, université de Lorraine)
David Rotman (politiste, université Paris Ouest)
Françoise Rouard (linguiste, CNAM)
Violaine Roussel (sociologue, université Paris 8)
Hélène Roux (sociologue, IEDES, université Paris 1)
Juan Roy de Menditte (philosophe, conseil scientifique d'ATTAC)
Grégory Salle (sociologue, CNRS)
Frédéric Sawicki (politiste, université Paris 1)
Manuel Schotté (sociologue, université Lille 2)
Jean-Paul Scot (historien)
Julie Sedel (sociologue, université de Strasbourg)
Nicolas Sembel (sociologue, université Bordeaux 4)
Julie Sentis (sociologue, Centre Marc Bloch)
Yasmine Siblot (sociologue, université Paris 8)
Rachel Silvera (économiste, université Paris Ouest)
Jérémy Sinigaglia (sociologue, université de Strasbourg)
Arnault Skornicki (politiste, université Paris Ouest)
Séverine Sofio (sociologue, CNRS)
Eric Soriano (politiste, université Montpellier 3)
Charles Soulié (sociologue, université Paris 8 Vincennes St Denis)
Helene Stevens (sociologue, université de Poitiers)
Lucie Tanguy (sociologue, CNRS)
Albena Tchlolakova (sociologue, Crespa GTM)
Jean-Pierre Terrail (sociologue, université Versailles St Quentin en Yvelines)
Annie Thebaud-Mony (sociologue, INSERM)
Julien Théry (historien, Université Paul-Valéry de Montpellier)
Fanny Thomas (doctorante en sociologie, université de Limoges)
Anais Theviot (politiste, centre Emile Durkheim Bordeaux)
Christian Topalov (sociologue, CNRS)
Béatrice Touchelay (historienne, université Lille 3)
Jérôme Tournadre (politiste, CNRS)
Maryse Tripier (sociologue, Paris 7)
Jerôme Valluy (sociologue, université Paris 1)
Stéphane Vaquero (sociologue, université de Poitiers)
Patrick Vassort (sociologue, université de Caen)

Xavier Vigna (historien, Institut Universitaire de France)
Cécile Vignal (sociologue, université Lille 1)
Christophe Voilliot (politiste, Paris Ouest)
Bernard Voutat (politiste, université de Lausanne)
Louis Weber (coordinateur de la revue Savoir/Agir)
Laurent Willemez (sociologue, université Versailles St Quentin en Yvelines)
Serge Wolikow (historien, université de Bourgogne)
Karel Yon (politiste, CNRS)